



PAGES 3 À 4



L'ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION SUISSE ET DES ONG MEMBRES DE LA FICD



**ÉDITORIAL
DE L'AIDE UNILATÉRALE
À L'ÉCHANGE DES
COMPÉTENCES**

**PAGE 7
COMPENSER SES
ÉMISSIONS DE CO₂ EN
SOUTENANT UN PROJET
AU TCHAD**

L'ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION

Éditorial

De l'aide unilatérale à l'échange des compétences... Bref regard sur l'évolution de la coopération Nord-Sud.



Lors de précédentes éditions, nous avons parlé du passé et du présent de la coopération au développement. Dans la continuité du 20^e anniversaire de la FICD, ce bulletin consacre l'essentiel de ses lignes à l'évolution de la coopération suisse, en illustrant avant tout le dynamisme et la créativité du monde associatif dans ce domaine.

Depuis des décennies, de nombreuses approches théoriques ont jalonné les divers chemins de la coopération Nord-Sud, qu'elle soit le fait de nos instances fédérales (DDC), de nos fédérations cantonales et, bien sûr, de nos associations locales.

Jusque dans les années quatre-vingt, deux théories principales s'affrontaient. D'un côté, la théorie de la modernisation, qui attribue le sous-développement à des facteurs endogènes : ce sont les structures et les valeurs traditionnelles qui font obstacle à la croissance des pays en développement, dont le salut se trouve dans leur modernisation par l'intégration dans le commerce libéral et mondial. De l'autre celle de la dépendance, qui postule que le sous-développement est dû à des facteurs exogènes : l'intégration dans le système capitaliste rend les pays en développement du Sud dépendants des pays industrialisés du Nord et induit de ce fait une déformation des structures socio-économiques du Sud.

Aucun de ces deux courants n'étant en mesure d'expliquer de façon satisfaisante les causes du mal développement de la majorité des pays de cette planète, il s'en est suivi une longue série d'approches reprenant des éléments de ces deux théories, ou intégrant d'autres approches de type culturaliste, régionaliste ou écologiste.

Aujourd'hui, tout le monde s'accorde sur le constat de la globalisation et de l'interdépendance. Les efforts de développement ne doivent pas incomber aux seuls pays du Sud, mais également aux pays du Nord. Ceci se traduit d'ailleurs dans les nouvelles lignes directrices de l'agenda post-2015 de l'ONU : avoir un cadre d'objectifs unique et valable pour tous les pays du monde. Les objectifs devraient être le développement durable et l'éradication de la pauvreté extrême, tout en favorisant la paix et la sécurité, conformément aux engagements dans le domaine des droits humains. Ces objectifs restent, comme par le passé, grandioses et ambitieux, ce qui incitera malheureusement certains pays à les relativiser et, finalement, à ne

pas les appliquer. Il n'y a donc rien de bien nouveau sur ce plan « macro ».

Le plan « micro » reste plus intéressant et réjouissant. Qu'en est-il des défis à relever par nos organisations aujourd'hui et dans le futur, compte tenu de leurs expériences souvent très riches ? En ma qualité de président de la Commission technique de la FICD, je parcours de nombreux dossiers de projets de nos organisations. Je les examine sous l'angle de nos critères qui sont certes exigeants, mais qui permettent un dialogue très constructif et formateur entre les membres de la Commission ainsi qu'avec les organisations concernées. Lors de ces échanges, me reviennent en mémoire les deux photos ci-contre que j'ai prises durant la marche d'ouverture du Forum social de Dakar en février 2011. Cela fait des années que ces vœux sont exprimés par la plupart de nos partenaires du Sud, et il nous faudra malheureusement encore bien des années pour les réaliser totalement. Cela fait plus de vingt ans que nous parlons d'appui à l'auto-promotion des communautés et des institutions locales du Sud, et nous constatons encore l'émergence de petites associations qui débutent trop rapidement leur action par la fourniture d'une simple aide matérielle, sans prendre le temps de réfléchir à ses impacts sur les populations concernées. « L'aide tue le développement » avait dit, lors d'un séminaire, le consultant français Bernard Lecomte. Son collègue, Loïc Barbedette, renchérit : « La défense de l'autonomie de conception des acteurs du Sud nous paraît constituer une bataille fondamentale à engager ». C'est avec bonheur qu'à la FICD, nous observons plusieurs projets évoluer avec succès sur cette base, grâce à des partenaires du Sud - et en particulier des femmes - qui ont pris en main leur destin sans attendre d'abord et systématiquement une aide du Nord. Dans ce type de coopération que la FICD appuie, ce sont donc aussi et surtout les moyens qui déterminent la fin et non seulement les objectifs que nous nous fixons, aussi pertinents soient-ils. La reconnaissance, la valorisation des compétences du Sud et les synergies avec celles du Nord constituent les éléments clés qui permettront de relever les défis inhérents à nos activités futures de coopération internationale. Dans cette mouvance, voici deux pistes d'action concrète à développer : des échanges de compétences Sud-Sud entre des partenaires connus de nos organisations, et l'affectation de courte durée de partenaires du Sud au sein de nos organisations du Nord, qui pourront nous enrichir de leurs apports et de leur précieux regard. Osons ! ●

DENIS CATTIN

PRÉSIDENT DE LA COMMISSION TECHNIQUE
ET MEMBRE DU COMITÉ DE LA FICD
www.ficd.ch



SUISSE ET DES ONG JURASSIENNES

RAPPORT ANNUEL DE LA COOPÉRATION SUISSE

Le rapport annuel 2013 sur la Coopération internationale de la Suisse est paru en juin. Publié conjointement par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), il donne un aperçu des principaux résultats de l'action menée par la Suisse en matière de lutte contre la pauvreté. Ce document détaille également plusieurs aspects de l'évolution de l'Aide Publique au Développement (APD) depuis soixante ans.

L'histoire de la coopération au développement est divisée en cinq tendances, fragmentées par décennie depuis les années cinquante. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les évolutions constatées sont progressives tant au niveau des buts poursuivis que des positions des acteurs du développement. Les principales lignes directrices des institutions internationales ont progressivement évolué de la modernisation et de la satisfaction des besoins fondamentaux à une politique visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Ces changements sont les conséquences directes d'une phase d'apprentissage qui nécessite de s'adapter aux différents besoins et à la forte disparité des pays bénéficiaires. Les trois premières décennies de l'aide au développement sont marquées par des mesures d'injection de capitaux, sans se préoccuper de résultats durables pour les populations. Endettement, déséquilibre des relations commer-

ciales, déstabilisation politique ou exploitation abusive de l'environnement sont quelques-unes des conséquences néfastes de ces injections de capitaux pour les pays soutenus.

Un tournant débute dans les années novante. Le concept de développement durable « aider à s'aider soi-même » est alors défini. C'est-à-dire que tout projet de coopération ne doit être mis en œuvre que si le groupe de population bénéficiaire et les autorités locales peuvent influencer et participer à la conception du projet. L'aide financière internationale s'intensifie, l'APD a augmenté de près de 36 % en termes réels entre 2004 et 2010. Après deux années de baisse consécutives, l'APD nette en provenance des vingt-huit pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de Coopération et de Développement (OCDE) a atteint, en 2013, le nouveau record de 134.8 milliards de dollars.

Contribution financière de la Suisse à l'APD

L'OCDE rappelle, dans un bref historique, que l'objectif international le plus connu est de loin celui qui vise à porter l'aide publique au développement (APD) à 0.7

% du revenu national des donateurs. Cet objectif découle d'une proposition présentée à la communauté internationale par le Conseil œcuménique des Églises en 1958 : transférer 1 % du revenu des pays donateurs aux pays en développement. La définition du numérateur et du dénominateur a été affinée tout au long des années soixante et tous les pays et organismes alors membres du CAD ont approuvé cet objectif en 1968.

En 2013, la Suisse (Confédération, Cantons et communes) a versé près de 635 millions de francs à l'APD, soit 0.47 % du Revenu National Brut (RNB), une proportion relativement stable depuis 2011. Toutefois, cela correspond à une augmentation de 99 millions de francs entre 2012 et 2013. La Suisse se classe en huitième position de l'aide au développement, bien loin de la Norvège qui consacre 1.07 % de son RNB à l'aide au développement.

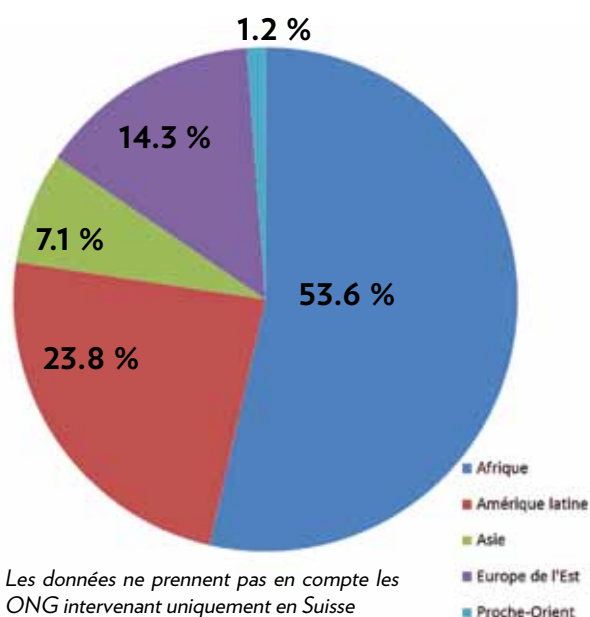
Du côté des dons privés des ONG, l'apport en pourcentage par rapport au Revenu national brut est relativement stable depuis les années 2000 (0.07 %). Toutefois, cela se traduit par une augmentation de 171 millions de francs entre 2000 et 2012. Les fondations privées sont des acteurs de plus en plus présents dans le domaine.

Aide publique au développement (APD) de la Suisse										
Tableau 1										
EVOLUTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) ET DES DONS PRIVÉS DES ONG DE LA SUISSE 1960-2013 (MIO FR.)										
	1960	1970	1980	1990	2000	2009	2010	2011	2012 ^c	2013 ^b
APD	15.1	130.0	423.1	1 041.4	1 510.9	2 503.9	2 398.0	2 706.7	2 864.6	2 963.8
Confédération	15.1	126.4	416.7	1 025.6	1 488.6	2 460.0	2 350.4	2 664.5	2 800.3	2 903.8
Cantons et communes ^a	..	3.6	6.4	15.8	22.3	43.9	47.6	42.2	64.3	60.0
Revenu national brut (RNB) ^a	37 066	92 570	177 270	347 228	463 558	566 836	610 174	590 441	611 979	634 779
APD en % du RNB	0.04 %	0.14 %	0.24 %	0.30 %	0.33 %	0.44 %	0.39 %	0.46 %	0.47 %	0.47 %
APD en % des dépenses de la Confédération	0.56 %	1.63 %	2.38 %	3.29 %	3.21 %	4.30 %	4.05 %	4.34 %	4.64 %	4.65 %
APD en % des dépenses publiques ^c	0.23 %	0.64 %	0.90 %	1.20 %	1.23 %	1.71 %	1.60 %	1.70 %	1.80 %	1.84 %
Dons privés des ONG	..	50.8	106.6	148.6	272.0	380.9	431.6	413.3	443.1	..
Dons privés des ONG en % du RNB	..	0.05 %	0.06 %	0.04 %	0.06 %	0.07 %	0.07 %	0.07 %	0.07 %	..

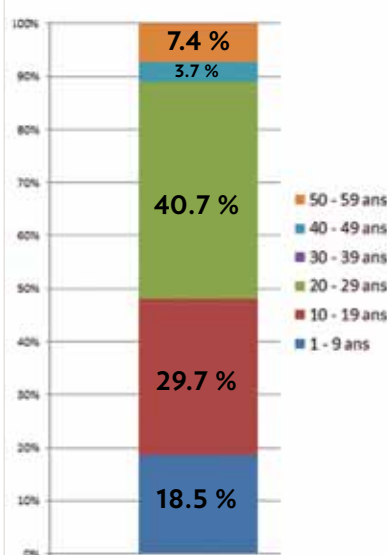
^a Données estimées pour 2013
^b Les chiffres RNB sont définitifs jusqu'en 2010, provisoires pour 2011 et 2012 (OFS, août 2013) et estimés par l'Administration fédérale des finances pour 2013 (18.3.2014)
^c Dépenses des administrations publiques, après suppression des doubles comptabilisations (OFS/AFF).



Les principales zones d'interventions des ONG du Jura, Jura bernois et district bilingue de Bienne depuis 20 ans



Répartition des associations membres de la FICD selon leur âge



20 ans

âge moyen des associations membres de la FICD

81.5%

des associations membres de la FICD ont plus de 10 ans

La coopération génère des retombées économiques importantes

L'APD n'est pas qu'une simple aide directe aux pays bénéficiaires. Le rapport « Retombées économiques de l'aide publique au développement en Suisse » rappelle que chaque franc suisse dépensé au titre de l'APD a généré, en moyenne pour l'année 2010, des retombées de 1.55 CHF sur le Produit intérieur brut (PIB) suisse. Autrement dit, les 2,4 milliards CHF dépensés en 2010 au titre de l'aide ont entraîné un revenu de l'ordre de 3,6 milliards CHF pour l'économie suisse. L'impact sur le marché du travail est évalué à 25'000 emplois à plein temps.

Les organisations non gouvernementales (ONG) dans notre région

En Suisse, environ 1'500 ONG sont actives dans le domaine de la coopération internationale. Elles sont financées surtout par des dons et par l'APD. Le seul Fédéréseau, qui rassemble les fédérations cantonales latines de coopération au développement, regroupe environ 245 associations, 8'175 bénévoles, 1'875 projets et 5 millions de bénéficiaires.

Il n'existe pas de statistiques officielles détaillées sur le nombre d'associations actives dans le Jura, le Jura bernois et le district bilingue de Bienne, zones d'activités de la Fédération interjurassienne de coopération et de développement (FICD). Toutefois, les archives de la Fédération et

les coupures de presse des vingt dernières années donnent une première indication. On dénombre environ cent vingt associations existantes ou ayant existé. Une septantaine serait encore active. Ces chiffres non exhaustifs ne prennent en compte que les associations constituées. En parallèle des organisations, il existe un « tissu humanitaire » constitué de dizaines d'initiatives de récoltes de dons de particuliers, par exemple, sans fondement statutaire.

L'engagement africain des ONG jurassiennes

Depuis vingt ans, l'influence de l'Opération Villages Roumains se reflète encore dans les statistiques. Les projets (à l'initiative de groupes ou d'associations constituées) menés ou ayant été menés en Roumanie représentent 14.3 % des actions de coopération et de développement [voir graphique en haut de page]. Toutefois, l'engagement des associations de notre région se déplace dorénavant vers les pays du Sud. Toujours à la lecture des archives de la fédération et de la presse régionale, deux grandes zones géographiques sont clairement identifiées : 53.6 % des projets ou initiatives concernent l'Afrique et 23.8 % l'Amérique latine.

Une région solidaire

La fondation de la FICD en 1994, puis l'obtention d'un fonds de projets en 2009, ont contribué à l'évolution de l'aide au développement de notre région. Ainsi, sur la période 2009-2013, la FICD a soutenu des projets à hauteur d'environ 894'000 francs.

La provenance de cette somme est répartie diversement entre la Confédération, les cantons du Jura et de Berne et la commune de Delémont. Dans le même temps, les associations membres de la FICD ont su mobiliser, pour les projets validés par la Commission technique de la FICD, environ 2.7 millions de francs. Cette somme comprend les ressources propres de l'association, issues de l'organisation de manifestations (bancs, soupers, donations diverses, etc.) et de l'apport de bailleurs autres que la FICD.

Ces statistiques financières de bases, uniquement sur les projets soutenus par notre Fédération, ne reflètent pas suffisamment la réalité de la générosité et de l'engagement de la population de notre région. Toutefois, ces chiffres offrent un premier aperçu de la solidarité et de l'apport des acteurs de la société civile à la coopération et au développement. Quotidiennement, la presse relate nombre d'initiatives en faveur des plus défavorisés, que cela soit en Suisse ou dans les pays du Sud. C'est à la Fédération interjurassienne de coopération et de développement de développer des synergies entre ces différentes actions, afin de répondre pleinement à l'Axe A de son plan stratégique 2013-2016 « renforcement des compétences et des liens du réseau des acteurs du développement » ●

BRUCE RENNES

CHARGÉ DE PROJETS, FICD
www.ficd.ch

Jura-Afrique, une ONG en mouvement qui a fait évoluer sa vision du développement

En 1992, Jura – Afrique initie un programme « santé » avec, pour objectif, la mise en place d'un district sanitaire. Il s'agit d'un appui direct à l'hôpital Saint Jean de Dieu de Tanguiéta, dans le Nord du Bénin, qui comporte des réalisations d'infrastructures, des cours de formation continue des agents de santé, afin de maintenir et développer la qualité des soins de santé, ainsi que la mise en place d'un approvisionnement en médicaments essentiels.

Durant six ans, ce programme « santé » fonctionne bien partout, sauf dans certaines localités occupées par des Nateni (ethnie présente au Nord du Bénin). Les explications données alors montraient une certaine résistance aux activités proposées. L'idée germa alors de favoriser l'alphabétisation des Nateni dans leur langue. Le programme entre donc en négociation avec la commission linguistique pour le Nateni qui se transformera plus tard en une ONG, appelée Ti Toua.

Jusqu'en 1998, Jura-Afrique a pratiquement travaillé sans partenariat structuré sur le terrain.

L'extension des programmes aux activités de développement surviendra dans le programme 1999-2001, par une promotion de la technique agricole valorisant la culture attelée afin de permettre aux

femmes de mettre en valeur leurs cultures vivrières, ainsi qu'un appui formatif aux jeunes agriculteurs identifiés. Ces activités seront intensifiées lors des réalisations des programmes de 1999 à 2007.

Dans le cadre de l'amélioration de sa stratégie d'intervention, Jura-Afrique nouera deux types de partenariat : le premier sera structuré avec les populations concernées à travers deux associations de droit béninois, Ti Toua (Travaillons) et Potal Men (Notre union). Le second partenariat concernera une collaboration pour le développement avec des organisations comme la Fondation Suisse pour la Santé Mondiale (FSSM) et l'Appui Bénino-Néerlandais aux Soins de Santé Primaires (ABN-SSP).

Le 6 décembre 2008 a eu lieu l'assemblée constitutive d'une nouvelle association, Jura-

Afrique Bénin, dont le siège est fixé à Tanguiéta. En 2012, Jura-Afrique entame un processus de réflexion stratégique. Celui-ci découlait sur un recentrage des activités soutenues. Ainsi, notre ONG décida de concentrer ses efforts sur les activités d'alphabétisation et de post-alphabétisation des adultes et de la promotion d'une plus grande égalité entre les femmes et les hommes. Parallèlement, une nouvelle charte et un logo rafraîchi sont lancés fin 2012.

En parallèle, l'action de Jura-Afrique s'est petit à petit structurée et professionnalisée. De nombreux outils de gestion de projets ont fait leur apparition grâce à des contacts réguliers avec nos partenaires béninois. L'enjeu étant d'atteindre un équilibre subtil entre nos exigences en termes de reporting et l'utilité, pour nos partenaires, d'utiliser certains outils dans la conduite de leurs activités. À

titre d'exemple, Jura-Afrique travaille depuis quelques années avec les notions de cadre logique et d'indicateurs objectivement vérifiables. Sur le plan financier, le logiciel comptable de Jura-Afrique a été mis à disposition de nos partenaires pour assurer une uniformité dans le suivi. Ces techniques ont été validées avec nos partenaires et font désormais partie des outils à leur disposition pour nous rendre compte de l'avancée des projets. Cela leur permet de mener un suivi plus structuré et précis de leurs actions. Toutefois, rien ne vaut une visite sur le terrain. Ainsi, les membres de Jura-Afrique tentent de réaliser au moins un voyage chaque année afin d'effectuer les tâches de suivi, de coaching et de contrôles usuels ●

PASCAL TARCHINI

PRÉSIDENT DE JURA-AFRIQUE
www.jura-afrique.ch

De nouveaux critères de commercialisation - Une évolution controversée

En vue d'augmenter la vente des produits qu'elle labellise, Fairtrade Labelling Organization a mis en place deux nouveaux critères : l'un concerne les produits composés avec une baisse de 50 % à 20 % des ingrédients issus du commerce équitable et l'autre concerne la traçabilité, qui ne peut plus être assurée pour le cacao, le sucre, le thé et les jus de fruits.

Un paquet de biscuits portant le label « Fairtrade Max Havelaar cocoa program » comportera du cacao certifié mais les autres ingrédients ne seront pas équitables, comme le sucre par exemple.

Ces nouveaux critères ont été accueillis de manière critique par les acteurs pionniers du commerce équitable, dont les Magasins du Monde font partie, qui ont pris leurs distances vis-à-vis de ce label.

Claro fair trade a commencé à retirer progressivement ce label de ses produits et à y apposer un macaron « fair since 1977 », pour mettre en avant l'authenticité de sa démarche 100 % équitable. « Ce qui compte pour nous, c'est de pouvoir dire que tout est à 100 % équitable, tous les ingrédients possibles proviennent de projets qu'on

connaît directement ». Marie-Claire Pellérin, directrice de claro fair trade ●

ANNE MONARD

L'ASSOCIATION BEJUNE
DES MAGASINS DU MONDE
www.mdm.ch



Groupe de soutien Toézouri.

L'association se dissout après 21 ans d'activités au Burkina Faso

Des dizaines de projets d'aide au développement ont été réalisés à Toézouri depuis 1993 sous l'impulsion d'une association basée à Evilard. Les principaux objectifs ayant été atteints, ses membres ont décidé de mettre un terme à cette aventure humaine et solidaire.



La retenue d'eau Viim-Kuilga permet la pratique du maraîchage et l'augmentation du rendement et de la diversité des récoltes.

Avec son ami suisse Walter Bigler et quelques citoyennes d'Evilard engagées, le pasteur Michel Nikiéma a concrétisé un rêve : celui d'améliorer les conditions de vie dans son village natal d'Afrique subsaharienne. En 2013, les cotisations des 145 membres et autres subventions privées ou publiques ont permis de verser plus de 12'000 francs à Toézouri. Ses objectifs quasiment atteints et sans réelle perspective de relèvement, le comité a pris à l'unanimité la décision de dissoudre la structure bénévole.

Des résultats somme toute positifs

Durant plus de vingt ans, la sécurité alimentaire a été assurée à vingt villages situés autour de Toézouri. « L'aide financière a respiré, témoigne le pasteur Nikiéma. Ses bénéfices rayonnent dans toute la région ! » Si chaque action entreprise génère de nouveaux besoins, l'autosuffisance semble être en bonne voie grâce à la construction en 2011 de la retenue d'eau Viim-Kuilga (« rivière de vie » en langue Mooré). Après de longs mois d'études de faisabilité et de récoltes de fonds, l'ouvrage hydraulique - dont les 450'000 m³ étaient remplis en 2013 grâce à d'abondantes précipitations - permet aujourd'hui la pratique du maraîchage. L'irrigation des terres augmente le rendement et la diversité des récoltes.

Prévu en aval de la digue, et pensé comme finalisation de celle-ci, l'aménagement d'un périmètre irrigué restera peut-être le seul regret de cette aventure. Un dernier projet abandonné à contrecœur malgré la promesse de financement de la Fédération interjurassienne de coopération et de développement (FICD) à hauteur de 50 %. Principale raison de cet échec : la méfiance des propriétaires terriens sur la répartition des terres. Différentes tentatives de médiation n'y ont rien fait. Faute de perspectives concrètes, 12'500 francs engagés par la FICD ont ainsi dû être remboursés pour raison de clause de contrat non respectée.

Les fruits de Viim-Kuilga

Ce revers n'a toutefois pas empêché les paysans de tirer parti des ressources du barrage. Fabriqués de manière artisanale, des réseaux de canaux leur permettent d'irriguer plus de 86 ha. De retour d'un séjour à Toézouri en début d'année, Regina Patrizzi, médecin à Winterthur, a pu constater les retombées positives du projet. Papayers, bananiers, pommes de terre, aubergines ou encore oignons poussent désormais en quantité sur les rives de Viim-Kuilga. Une fois récoltés, ces fruits et légumes, mais aussi les poissons pris dans les filets des pêcheurs sont vendus sur les marchés. Au-

tant de sources de revenus qui rendent la population de cette région pauvre et aride moins vulnérable. En début d'année, Regina Patrizzi a dénombré 85 familles cultivant des parcelles à proximité du plan d'eau. Parmi celles-ci, près de la moitié provenait de onze hameaux voisins.

Et après ?

Conformément à la décision de l'assemblée générale, après avoir réglé les derniers frais et les salaires des mandataires, le solde restant sera attribué à un projet bénéficiant à l'ensemble des villageois. Par exemple, une formation des paysans aux techniques maraîchères, à l'entretien du barrage ou au développement de l'agroforesterie entre les milliers d'arbustes plantés par une quinzaine de jeunes suisses et burkinabés en 2002. « À l'avenir, Toézouri et sa région pourront continuer à se développer en s'appuyant sur le terreau des réalisations entreprises ces vingt dernières années, rassure Walter Bigler. Connu pour être le pays des projets, le Burkina Faso peut par ailleurs compter sur de nombreuses ONG et organisations étatiques qui apportent des aides financières et matérielles ponctuelles. » ●

SARAH TSCHAN

GRUPE DE SOUTIEN TOÉZOURI

www.toezouri.ch

Compenser ses émissions CO₂ en soutenant un projet de fours solaires au Tchad

L'évolution de la coopération passe également par l'innovation et la recherche de nouvelles sources de financement. Extrait d'un article de Michael Bassin paru dans le Journal du Jura du 12 juillet 2014.

En interdisant l'utilisation du bois vert et la production du charbon de bois, le Gouvernement tchadien visait un noble but en 2008 : lutter contre la désertification et la déforestation. Mais les effets collatéraux de cette mesure ont touché de plein fouet les familles. Pourquoi ? Parce que celles-ci furent obligées de se rabattre sur du bois sec pour cuisiner leur repas et que la rareté de cette matière première a provoqué une envolée des prix. Ceux-ci ont été multipliés par dix en quelques mois. De quoi occasionner d'énormes soucis pour ces familles déjà dans la précarité.

Basée à Moutier, la Mission Évangélique au Tchad (MET) s'active depuis 2010 dans un programme permettant de pallier à l'utilisation du bois sec : les fours solaires. Au travers du projet Promosol, un couple de Suisses expatriés au Tchad forme des hommes à la fabrication des fours ainsi que des femmes à leur utilisation.

Si ces fours permettent aux Tchadiens de faire des économies, ils ont toutefois un coût de départ. Environ 180 CHF tout compris. Pour tenter de sensibiliser la population européenne à cette problématique, la MET développe actuelle-



ment une idée simple mais très concrète : elle propose aux gens du Nord de compenser leurs émissions de CO₂ en soutenant le projet Promosol. La MET vient de s'associer dans cette perspective à l'agence ITINERAIR Voyages à Moutier.

Concrètement ? Sachant qu'une famille tchadienne qui cuisine au four solaire économise 12 tonnes de CO₂ sur 4 ans (durée de vie moyenne d'un four solaire) et que ce four lui a coûté 180 CHF, la

MET calcule à 15 CHF le montant de la tonne de CO₂. Par conséquent, si vous prévoyez d'effectuer un vol Genève - New York retour (2,3 tonnes de CO₂), l'agence de voyages vous proposera de verser 34.50 CHF supplémentaires au projet Promosol pour compenser les émissions de gaz occasionnées par l'avion ●

ALINE KNUCHEL

SECRÉTAIRE, MISSION
EVANGÉLIQUE AU TCHAD
www.missiontchad.org

Le monde change... le Nicaragua aussi !

À San Marcos le Grupo de Cooperación, mis en place l'an dernier, encore un peu instable et peu ancré, continue de s'organiser. Il représente, cela dit, un signe positif vers l'avenir. Au niveau national, des changements sont en cours : de nouvelles politiques sont mises en place apportant des améliorations perceptibles, notamment dans les secteurs de l'infrastructure, de l'éducation et du système de santé.

Simultanément, on constate une certaine omniprésence du pouvoir politique et un plus grand contrôle des nombreuses ONG actives au Nicaragua. Cela concerne aussi notre jumelage. Les organisations de soutien et les échanges peu à peu mis en place par les mouvements de solidarité suite à la chute de la dictature de Somoza en 1979, sont aujourd'hui revus par le gouvernement national. Des programmes de développement sont en



Solidarité féminine: Mathilde Hofer, vice-présidente, Charlotte Krebs, responsable des finances, Julinda Tellez, mairesse de San Marcos et Violeta Machado, directrice de l'ONG APRODIM, à l'occasion de la rencontre des jumelage Biel/Bienne-San Marcos et Jena-San Marcos.

partie repris par l'État central. Cette nouvelle donne peut paraître irritante pour les organisations, y compris notre jumelage. Nous sommes cependant persuadés que, dans le fond, cette évolution est en soi très positive.

Elle nous oblige à revoir notre définition de la solidarité ainsi que notre manière de fonctionner. Une première occasion nous en a été donnée, lors de la rencontre des

jumelages européens qui s'est tenue fin juin à Jena, en Allemagne, et à laquelle une délégation de San Marcos a participé. Nous reviendrons sur ces questions de fond de manière plus assidue lors de notre retraite prévue cet automne ●

HANS MÜLLER

GÉRANT DE L'ASSOCIATION DE JUMELAGE
BIEL/BIENNE - SAN MARCOS
www.bielbienne-sanmarcos.ch

Les Magasins du Monde ont 40 ans !

1974-2014 : forts de 40 ans d'engagement, les Magasins du Monde continuent à poursuivre l'objectif qui a fondé leur mouvement : parvenir à plus de justice sociale dans les échanges internationaux. Solidaires au quotidien, les Magasins du Monde proposent une alternative commerciale cohérente à haute valeur ajoutée sociale et environnementale.

Pionniers du commerce équitable en Suisse romande, les Magasins du Monde ont débuté leurs activités de vente et de sensibilisation dès 1974. Leur action s'est consolidée au cours des décennies et leur gamme de produits équitables s'est étoffée et diversifiée : alimentaire, artisanat, cosmétiques, vêtements et accessoires. Les Magasins du Monde plaident pour un commerce équitable cohérent, pratiqué d'un bout à l'autre de la chaîne de production et de commercialisation.

Dans un contexte de rapports de force toujours plus tendus sur les marchés mondiaux depuis 40 ans, les Magasins du Monde créent des partenariats sur le long terme, basés sur la transparence, le dialogue et le respect, et

construisent une véritable alternative commerciale.

Soutenez vos Magasins du Monde dans votre région. Dans le Jura, vous en trouverez à Porrentruy, Delémont, Saignelégier, le Noirmont, et dans le Jura bernois, Moutier, Tramelan, Corgémont.

www.mdm.ch propose des recettes, des informations sur nos producteurs, notre journal *Ex æquo*, la liste de tous les Magasins du Monde de Suisse romande, etc. ●

ANNE MONARD

L'ASSOCIATION BEJUNE DES MAGASINS DU MONDE
www.mdm.ch

La FICD à Notes d'Equinoxe les 27 et 28 septembre 2014

La FICD s'efforce depuis quelques années de sortir de ses bureaux pour participer à diverses manifestations et rencontrer le public. Elle a ainsi pour but de participer à la vie locale et se faire connaître, condition sine qua non à sa reconnaissance en tant que centre de compétence cantonal en matière de coopération au développement.

La FICD y travaille également à la promotion de ses organisations-membres et à la sensibilisation de personnes parfois peu informées sur les problématiques du développement. La participation active à un événement public favorise aussi les synergies avec d'autres acteurs œuvrant dans les mêmes champs d'activités.

C'est le cas pour la participation de la FICD à Notes d'Équinoxe (www.nox.ch), festival de musiques du monde qui aura lieu à Delémont les 27 et 28 septembre prochain. Elle s'est associée à cette occasion au Bureau de l'Intégration pour mettre sur pied une conférence, intitulée «Regards croisés sur le rôle des diasporas - entre intégration et contribution au développement du pays d'origine», qui

aura lieu le samedi 27 septembre à 14 heures au Forum St-Georges. L'intervention de M. Claudio Bolzmann, professeur à la HES-SO travail social de Genève, sera suivie d'une table ronde, sous la modération de M. Christophe Bugnon, comédien et chroniqueur, qui permettra de comprendre comment se construisent les liens transnationaux et l'implication des diasporas. La FICD tiendra également un stand au Village NOX, dans la cour du Château. Les communautés étrangères y offriront la possibilité de déguster des mets aux saveurs lointaines, dans un esprit d'intégration et de convivialité. ●

ISABELLE BOEGLI

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE, FICD
www.ficd.ch

Agenda

VENTE DE PÂTISSERIES AURORE HAPPY HOME

Samedi 27 septembre, dès 9h

Deux endroits : à la foire de Porrentruy et au Jura Centre à Bassecourt.

ACTION DE RUE DDC

Du 5 au 11 octobre 2014

Une action de rue de la DDC sera organisée au bord du lac à Nidau.

GRANDE SOIRÉE DE SOUTIEN ORGANISÉE EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION «ÉCOLES DE L'ESPOIR»

Samedi 25 octobre 2014, 19h30,
Fontenais, Halle Polyvalente

Prix du repas: 50 frs pour les adultes et 15 frs pour les enfants. Réservation au 079 727 24 94 ou ecoles.espoir@bluewin.ch.

Lors de cette soirée nous aurons le plaisir d'accueillir l'athlète suisse Mujing Kambundji.

ATELIER - ÉVALUATION : DE LA CRAINTE À LA SATISFACTION

Samedi 22 novembre 2014, 9h-16h

HES-SO, Delémont. Animation : Groupe formation de la FICD. Délai d'inscription : lundi 17 novembre 2014. Prix : 50 CHF + frais de repas.

Prochaine parution

Prochaine parution du bulletin d'information de la FICD le 05 décembre 2014. Merci de transmettre vos articles sous format "Word" avec photos avant le 05 novembre 2014, par courriel, à brennes@ficd.ch.

Impressum

Le bulletin de la FICD paraît quatre fois par an.

Commission d'information :

Anne-Christine Horton, Eugénie Bron
Jean-Pierre Maître, Bruce Rennes.

Tirage total : 1000 exemplaires. Disponible sous format électronique sur www.ficd.ch.

FICD, Fédération interjurassienne de coopération et de développement
Place de la Poste 3 - 2800 Delémont 1
+41 32 422 88 36 - info@ficd.ch / www.ficd.ch